

Bureau de la Sécurité Intérieure
et de la Réglementation des Armes

**Arrêté n°DS-BSIRA/2026- 018 du 15 janvier 2026
portant interdiction du spectacle de M. Dieudonné M'Bala M'BALA intitulé « Best'of », ou
quel que soit son intitulé effectif, prévu le vendredi 16 janvier 2026
dans le département de la Savoie**

La Préfète de la Savoie,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu la Constitution, et notamment son préambule ;

Vu la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2212-2, L.2212-5 L.2214-4, et L2215-1 ;

Vu le code pénal, et notamment l'article R.610-5,

Vu le code de la construction et de l'habitat et notamment ses articles L161-1 à L165-7, R143-2 à R143-21, R162-8 à R162-13, R164-1 à R164-6 ;

Vu la loi du 30 juin 1881 sur la liberté de réunion ;

Vu la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, et notamment ses articles 23, 24 et 24 bis ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République nommant en conseil des ministres le 26 mars 2025 Madame Vanina NICOLI, Préfète du département de la Savoie ;

Vu l'arrêté préfectoral DCL-PEJ n° 53-2025 portant délégation de signature à Mme Marie WENCKER, sous-préfète, directrice de cabinet de la Préfète de la Savoie ;

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 sur les règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP;

VU l'urgence ;

Considérant que Monsieur Dieudonné M'BALA M'BALA a annoncé sur le site Dieudosphere la représentation d'un spectacle intitulé « Best'of » le 16 janvier 2026 à 19 heures à Chambéry

Considérant que, même en l'absence de circonstances locales particulières, il appartient à l'autorité investie du pouvoir de police de prendre les mesures nécessaires, adaptées et proportionnées pour prévenir une atteinte à l'ordre public, dont le respect de la dignité de la personne humaine constitue l'une des composantes; qu'il appartient en outre à la même autorité de prendre les mesures nécessaires, adaptées et proportionnées pour prévenir la commission des infractions pénales susceptibles de constituer un trouble à l'ordre public sans porter d'atteinte excessive à l'exercice par les citoyens de leurs libertés fondamentales ;

Considérant que Monsieur Dieudonné M'BALA M'BALA a fait l'objet de plusieurs condamnations pénales, dont certaines définitives, pour des propos à caractère antisémite, qui incitent à la haine raciale, et méconnaissent la dignité de la personne humaine ; que le Conseil d'Etat a admis la légalité de l'interdiction, par l'autorité de police administrative, d'un précédent spectacle de Monsieur Dieudonné M'BALA M'BALA en raison notamment des propos et gestes à caractère antisémite, incitant à la haine raciale et faisant l'apologie des discriminations, persécutions et exterminations perpétrées au cours de la seconde Guerre Mondiale, qui y étaient tenus par l'intéressé et étaient de nature à porter atteinte à la dignité de la personne humaine ;

Considérant que le dernier spectacle de Monsieur Dieudonné M'BALA M'BALA, intitulé initialement « Vendredi 13 », contient de manière récurrente de nombreux propos outrageants, haineux, conspirationnistes, homophobes, transphobes et antisémites ainsi que des outrages à personne dépositaire de l'autorité publique ou à l'égard de personnes publiques ; que ce spectacle, qui a régulièrement été repris sous d'autres titres destinés à lui permettre d'échapper au contrôle de l'autorité de police, a été conçu à partir du témoignage qu'il a recueilli auprès de Mohamed ABDESLAM, frère de Salah ABDESLAM, dernier membre vivant du commando des attentats du 13 novembre 2015, qu'il présente comme « conseiller artistique » ; que parmi de nombreux propos et allusions antisémites, il reprend la chanson « SHOAH NANAS », pour laquelle il a été condamné et dont les paroles sont très clairement antisémites ; que, par ailleurs, certaines représentations de Monsieur Dieudonné M'BALA M'BALA, par leur teneur et le ton qu'il adopte, font expressément l'apologie du terrorisme ou *a minima* déprécient et tournent en dérision les attentats de 2015 dont la France a été victime dans le but de les légitimer sous couvert d'humour, portant ainsi gravement atteinte à la mémoire des victimes et à l'émoi de la Nation toute entière ; qu'enfin, Monsieur Dieudonné M'BALA M'BALA tient de manière récurrente des propos graves et outrageants, diffamatoires, conspirationnistes, homophobes et transphobes à l'égard d'autorités publiques, tels que le président de la République et de son épouse, du ministre de l'intérieur ou de ses représentants ;

Considérant que, dans ces conditions, il existe un risque que de tels propos, qui constituent un trouble grave à l'ordre public et caractérisent des infractions pénales, soient à nouveau tenus lors de la représentation de Monsieur Dieudonné M'BALA M'BALA ; que ces propos participent, en outre, à la radicalisation d'une partie de la population dans un contexte de recrudescence d'actes antisémites à la suite de l'attaque perpétrée par le Hamas le 7 octobre 2023 à l'encontre de l'Etat d'Israël ;

Considérant que ces spectacles sont organisés dans une grande discrétion afin d'échapper à la surveillance et au contrôle des autorités de police et en contournement des interdictions prononcées ; qu'ainsi, des lieux, des dates et des intitulés de spectacles alternatifs sont régulièrement pris par Monsieur Dieudonné M'BALA M'BALA, parfois quelques heures avant le spectacle, dans le but de contourner l'interdiction de l'autorité de police ; que, toutefois, même se tenant dans un lieu privé, ce spectacle doit, compte tenu des modalités d'accès du public, par achat de billets, et de sa publicité, être regardée comme une réunion publique ;

Considérant qu'à de nombreuses reprises Monsieur Dieudonné M'BALA M'BALA a modifié le nom de son spectacle afin de contourner les arrêtés d'interdiction, notamment de la préfecture de police de Paris ; qu'il a par ailleurs renommé son spectacle, intitulé initialement « Vendredi 13 », en « Tranquillou » en février 2025, « Saperlipopette », « Mon Chemin de Croix » et « Istanbul » en avril 2025 ainsi que « Je reviens de loin (mais à pied) » en juillet 2025 ;

Considérant que Monsieur Dieudonné M'BALA M'BALA a annoncé sur le site Dieudosphere.com que son spectacle « Best'Of » est « l'occasion unique de (re)découvrir ses sketches les plus cultes en un seul spectacle » ;

Considérant que le lieu de la représentation n'étant pas connu, il n'est pas possible pour les autorités de s'assurer qu'il est conforme à la réglementation sur les établissements recevant du public (ERP de type L) et que la sécurité du public y est assurée ; que les spectacles de Monsieur Dieudonné M'BALA M'BALA se sont parfois tenus dans des bâtiments non prévus à cet effet ;

Considérant, en conséquence, qu'il existe un risque élevé que d'une part la sécurité du public soit gravement compromise, et d'autre part, que soient à nouveau tenus, lors du spectacle initialement prévu le 16 janvier 2026 à 19 heures, et quels que soient sa date, son lieu et son intitulé effectifs, des propos constitutifs d'une infraction pénale ou de nature à porter atteinte à la dignité de la personne humaine et, dès lors, de troubler gravement l'ordre public ; qu'en conséquence, l'interdiction du spectacle constitue une mesure adaptée, nécessaire et proportionnée pour prévenir tant la survenance de ces troubles que la commission d'infractions pénales ;

Considérant que, dans ces circonstances, il y a lieu d'interdire la représentation du spectacle de M. Dieudonné M'Bala M'Bala dans le département de la Savoie ;

SUR proposition de Madame la directrice de cabinet de la préfète de la Haute-Savoie

ARRÊTE

Article 1^{er} : La représentation du spectacle « Best'of » de M. Dieudonné M'Bala M'Bala initialement prévu le 16 janvier 2026 à 19 heures, est interdit dans le département de la Savoie, quel que soit son intitulé effectif.

Article 2 : Tout contrevenant à la présente interdiction, organisateur ou participant, s'expose au paiement d'une amende prévue pour les contraventions de la 2^{ème} classe, conformément aux dispositions de l'article R. 610-5 du code pénal.

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié à Monsieur Dieudonné M'BALA M'BALA et publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat du département de la Savoie.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 5 : Madame la directrice de cabinet de la préfète, Madame la directrice interdépartementale de la police nationale de la Savoie, Madame la colonelle le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale de la Savoie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, transmis aux mairies du département et adressé pour copie à Messieurs les procureurs de la République près les tribunaux judiciaires De Chambéry et d'Albertville.

La préfète,



Vanina NICOLI

Délais et voies de recours :

La présente décision peut faire l'objet, dans les deux mois à compter de sa notification :

- d'un recours administratif (gracieux auprès du préfet de la Savoie, ou hiérarchique auprès de monsieur le ministre de l'Intérieur);
- d'un recours contentieux adressé au tribunal administratif de Grenoble. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du second mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du second mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique) Le recours devant la juridiction administrative peut être formé par le biais du portail « Télérecours citoyens », accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr .